

Crous de Nantes Pays de la Loire

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché N° 2025_FCS_005_NTE

**MISE A DISPOSITION, IMPLANTATION ET EXPLOITATION DE
DISTRIBUTEURS DE RESTAURATION D'APPOINT PAR AUTOMATE DE
PLATS A TARIFICATION SOCIALE**

Date limite de remise des offres : lundi 23 juin 2023 à 14h00

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CCPN° 2025_FCS_005_NTE

Etabli en application du code de la commande publique.

Le présent CCP comporte 33 pages
(page de garde comprise) numérotées
de 1 à 33 .

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	5
ARTICLE 2 - DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	5
2.1. DEFINITION	5
2.2. LE POUVOIR ADJUDICATEUR	6
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 - LIEUX D'EXECUTION	6
ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT	6
ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 8 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
9.1. OBJECTIFS DE QUALITE	8
9.1.1. <i>Etat des implantations</i>	8
9.1.2. <i>Qualité</i>	8
9.1.3. <i>Hygiène & sécurité</i>	8
9.2. PRESTATIONS ATTENDUES.....	8
9.3. PRODUITS	10
9.4. IMPLANTATIONS ET CONTRAINTES D'EXPLOITATION.....	10
9.4.1. <i>Les campus universitaires</i>	10
9.4.2. <i>Les restaurants et cafétérias universitaires</i>	11
9.4.3. <i>Les résidences universitaires</i>	11
9.4.4. <i>Distinction entre les types de sites</i>	11
9.5. ADAPTATION DES DISTRIBUTEURS A LA MONETIQUE CROUS.....	11
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE RESULTAT ET MISE EN ŒUVRE DES MOYENS MINIMAUX.....	12
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS LIEES A L'ORGANISATION, AU CONTROLE ET A LA CONTINUITE DU SERVICE	13
11.1. CONSEIL.....	13
11.2. GESTION DE PERSONNELS DU TITULAIRE	14
11.3. ASSURANCE	14
11.4. CONFIDENTIALITE	14
11.5. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
11.6. DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	15
11.7. AUTRES OBLIGATIONS	15
11.8. DELAIS.....	15
11.9. FIN DU MARCHÉ	15
11.9.1. <i>Retrait des distributeurs</i>	15
11.9.2. <i>Remise en état</i>	16
ARTICLE 12 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DISTRIBUTEURS	16
12.1. DESCRIPTIONS DES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DISTRIBUTEURS.....	16
12.2. FONCTIONNALITES REQUISES DES DISTRIBUTEURS	16
12.3. PRESCRIPTIONS, NORMES ET ETAT	16
12.4. DISPOSITIF D'ENCAISSEMENT DES DISTRIBUTEURS.....	17
12.5. MODE DE SECURISATION DES DISTRIBUTEURS	17
12.6. TYPE ET COULEUR DES DISTRIBUTEURS.....	17
12.7. IDENTIFICATION DES DISTRIBUTEURS	17
12.8. PERSONNALISATION DES DISTRIBUTEURS	18
ARTICLE 13 - DESCRIPTIF DES PRODUITS	18
13.1. DIVERSITE ET QUALITE DES PRODUITS (LISTE NON EXHAUSTIVE)	18

13.2.	APPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS EN PRODUITS	19
13.3.	ESSAIS, VERIFICATIONS ET MISE EN SERVICE	19
13.4.	MODALITES DE REDEPLOIEMENT DE DISTRIBUTEURS IMPLANTES	19
13.5.	PROCEDURE DE GESTION EN CAS D'ALERTE SANITAIRE.....	20
13.6.	ANIMATIONS ET NOUVEAUTES.....	21
13.7.	MISE HORS SERVICE TEMPORAIRE DES DISTRIBUTEURS.....	21
13.8.	ÉCLAIRAGE, EAU ET CHAUFFAGE.....	21
ARTICLE 14 - 8. MAINTENANCE DES DISTRIBUTEURS.....		21
14.1.	NETTOYAGE COMPLET ET ENTRETIEN DES DISTRIBUTEURS.....	21
14.2.	INTERVENTION ET REPARATION EN CAS DE DYSFONCTIONNEMENT, PANNE OU VANDALISME	21
ARTICLE 15 - PILOTAGE ET SUIVI DU CONTRAT		22
15.1.	CORRESPONDANT DU TITULAIRE	22
15.2.	CORRESPONDANTS DU CROUS DE NANTES PAYS DE LA LOIRE.....	22
15.3.	REPORTING MENSUEL	22
15.4.	MISE AU POINT	22
15.5.	BILAN SEMESTRIEL	23
15.6.	BILAN ANNUEL	23
ARTICLE 16 - CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS, VERIFICATION, ADMISSION, REJET.....		23
16.1.	CONTROLE PAR LE CROUS.....	23
16.2.	AUTOCONTROLE OU CONTROLE INTERNE PAR LE TITULAIRE.....	24
16.3.	VERIFICATIONS, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET.....	24
16.3.1.	<i>Ajournement</i>	24
16.3.2.	<i>Rejet</i>	24
ARTICLE 17 - MODALITES D'EXECUTION FINANCIERE		24
17.1.	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	24
17.2.	CONTENU DES PRIX	25
17.3.	MODALITES DE REVISION DE PRIX	25
17.4.	CLAUSE DE SAUVEGARDE	25
17.5.	MODALITES DE REGLEMENT	25
17.5.1.	<i>Facturation</i>	25
17.5.2.	<i>Modalités de paiement</i>	26
17.5.3.	<i>Délai global de paiement</i>	26
17.5.4.	<i>Avance</i>	27
17.5.5.	<i>Comptable Assignataire</i>	27
ARTICLE 18 - PENALITES ET REFACTIONS		27
18.1.	REFACTIONS	27
18.2.	PENALITES.....	28
18.2.1.	<i>Régime d'application</i>	28
18.2.2.	<i>Pénalités pour retard</i>	28
18.2.3.	<i>Autres pénalités</i>	28
ARTICLE 19 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC		30
19.1.	CLAUSES DE REEXAMEN.....	30
19.2.	POUVOIR DE MODIFICATION UNILATERALE	30
19.3.	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	30
19.4.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	31
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE.....		31
20.1.	DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS	31
20.2.	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	31
20.3.	NON DECLARATION D'UN SOUS-TRAITANT	31
ARTICLE 21 - CESSION OU NANTISSEMENT		32
ARTICLE 22 - RESILIATION.....		32
ARTICLE 23 - EXECUTION PAR DEFAULT		32

ARTICLE 24 - REGLEMENT DES LITIGES.....32

24.1. REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES 32

24.2. JURIDICTION COMPETENTE..... 33

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS33

ARTICLE 1 - PREAMBULE

Créé par décret du 7 Novembre 1962, le Crous de Nantes Pays de la Loire est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Faisant partie du réseau des œuvres universitaires, ses missions sont définies aux articles L822-1 et R822-1 du code de l'éducation.

Le Crous Nantes Pays de la Loire participe activement au service public de l'enseignement supérieur et contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de vie étudiante définie par le ministre chargé de l'enseignement supérieur. Dans le cadre de sa mission pour améliorer les conditions de vie des étudiants 5 thématiques clés sont de son ressort :

- Les bourses : Les étudiants boursiers sur critères sociaux bénéficient de l'exonération des droits d'inscription à l'Université, de l'exonération de la CVEC, de la priorité dans l'attribution d'un logement étudiant Crous, du paiement de leurs bourses, du repas à 1€.
- Le logement : Avec son parc locatif, il propose 9 326 places réparties sur l'ensemble du territoire permettant de loger environ 6,5% des étudiants.
- La restauration : Il fait bénéficier d'un repas de qualité à prix réduit (Repas complet pour 3,30€ + tarif boursier de 1€. La promotion du Label Bleu, Blanc Cœur, son offre végétarienne quotidienne, etc... sont des gages de son accompagnement de qualité pour valoriser le bien manger au plus grand nombre.
- La culture : Le Crous accompagne les étudiants dans leur pratique ou projet artistique.
- L'accompagnement social : Avec l'accueil et l'écoute de son service social en cas de difficulté, quelle qu'en soit la nature (personnelle, médicale, administrative, financière...). Une cellule d'écoute psychologique gratuite est également proposée aux étudiants.

Au service des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Nantes, le Crous est présent dans les 6 agglomérations où sont inscrits 95% des étudiants de la région : Nantes, Angers, Le Mans, Laval, La Roche-sur-Yon et Saint-Nazaire.

Le Crous en 2023-2024 :

- 37 008 boursiers, dont 34 941 du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- 110 M€ d'aides versées, dont 104 M€ de bourses du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- 4,34 M de repas servis dans 57 structures de restauration (Resto U', Cafet', Crous(S)pace' et CrousTrucks) ;
- 8 997 logements universitaires dans 44 structures d'hébergement (Cité U' et Résidence U') ;
- 652 agents au service des étudiants.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1. Définition

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » est la personne morale de droit public (le Crous de Nantes Pays de la Loire) qui conclut le marché avec le titulaire ;
- Le « titulaire » est l'opérateur ou le mandataire du groupement d'opérateurs qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

2.2. Le pouvoir adjudicateur

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Nantes Pays de la Loire

2 bd Guy Mollet BP 52213

44322 NANTES cedex 3

Point de contact : Direction des achats

Tel : 02.40.37.13.31

Courriel : achat@crous-nantes.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Nathalie Boursier, Directrice générale du Crous de Nantes Pays de la Loire

Tél. : 02.40.37.13.30

Fax : 02.40.37.13.00

Site internet : <http://www.crous-nantes.fr>

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Ne souhaitant pas assurer lui-même la gestion, ni prendre à sa charge le parc des distributeurs automatiques en développement constant, le Crous de Nantes Pays de la Loire passe un accord-cadre pour la mise à disposition, l'implantation et l'exploitation de distributeurs de restauration d'appoint, par automate, de plats à tarification sociale dans ses différents sites.

Les classifications conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- 42933000-8 Distributeurs automatiques de produits
- 15894500-6 Produits pour distributeurs automatiques
- 55900000 Service de vente au détail

ARTICLE 4 - LIEUX D'EXECUTION

Les différents sites sont situés dans les départements de la Loire-Atlantique (44), du Maine et Loire (49), de la Mayenne (53), de la Sarthe (72) et de la Vendée (85).

Les lieux d'implantation des distributeurs seront définis en fonction des besoins du Crous.

Les lieux extérieurs au Crous feront préalablement fait l'objet d'une « convention » de mise à disposition et d'autorisation d'occupation temporaire d'espaces ou de locaux avec le Crous de Nantes Pays de la Loire.

ARTICLE 5 - ALLOTISSEMENT

Il n'est pas prévu de décomposition en lot conformément à l'article L.2113-11-2 du Code de la Commande publique, car un allotissement du marché rendrait techniquement difficile et financièrement coûteux l'exécution des prestations et ne permettrait pas de garantir une meilleure mise en concurrence ou d'améliorer la pertinence économique des offres.

ARTICLE 6 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter de sa date de notification, pour une durée de douze (12) mois, reconductible deux (2) fois douze (12) mois.

La reconduction s'effectue de manière tacite, sauf si le pouvoir adjudicateur le dénonce, sans aucune indemnisation, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois au moins avant la date anniversaire.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat selon les dispositions du Code de la commande publique.

Les premières installations devront impérativement intervenir au plus tard le 1er décembre 2025.

La première vague d'installation concerne cinq (5) sites sur Nantes, un (1) site sur Laval et un (1) site sur Angers.

ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHÉ

Le marché est conclu sans minimum et pour un nombre maximum de trente (30) points de distribution.

ARTICLE 8 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, et par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction :

- L'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, et son annexe :
 - Annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes ;
 - Annexe CCP 1 - les données à caractère personnel, RGPD ;
 - Annexe CCP 2 – spécifications SI encaissement IZLY logiciel ;
 - Annexe CCP 3 – spécifications SI encaissement IZLY NDV ;
 - Annexe CCP 4 – charte graphique Crous de Nantes.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services¹ (arrêté du 30/03/2021 publié au JORF du 01/04/2021) (CCAG-FCS), applicable dans sa dernière version connue à la date de publication du présent marché et sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Les bons de commande passés par les services bénéficiaires ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) rédigé par le titulaire et ses annexes :
 - Annexe CRT 1 - liste des produits ;
 - Fiches techniques.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

¹ CCAG-FCS, document non-joint dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Toute clause portée dans le catalogue, tarif ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification du marché consiste en la remise, sans frais, d'une copie de l'acte d'engagement signé par le Crous de Nantes Pays de la Loire au titulaire. Cette remise peut être opérée soit contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par échange dématérialisé sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Du fait de la notification, les pièces mentionnées au présent article 8 deviennent contractuelles.

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Objectifs de qualité

Les prestations sont exécutées en fonction des demandes d'implantations d'un ou de plusieurs automates de distribution de repas sur un site relevant du périmètre géographique et des missions du Crous de Nantes Pays de la Loire. La qualité des prestations satisfait aux critères qui suivent.

9.1.1. Etat des implantations

Première impression visuelle de netteté, de propreté et de conformité qu'offrent les équipements

9.1.2. Qualité

Ensemble des facteurs qui déterminent une sensation de sécurité et de plaisir apprécié au travers les facteurs suivants :

- Perception globale de l'offre, des matériels et de son fonctionnement.
- Qualité des produits utilisés à la fabrication des plats.
- Qualité gustative des plats proposés.

9.1.3. Hygiène & sécurité

Principes et pratiques relatifs à la conservation de la santé dans le domaine de la conception alimentaire, du respect de la chaîne de froid et de l'exploitation des automates.

9.2. Prestations attendues

Le Crous propose aux étudiants, par le biais du marché présent :

- Une solution automatique de distribution de repas composé d'un ou plusieurs composants.
- Une offre de restauration répondant aux grammages des besoins alimentaires des étudiants et autres personnels consommateurs selon les lieux d'implantations.
- Le consommateur doit pouvoir bénéficier de la tarification sociale appliquée à son statut et dont les caractéristiques sont hébergées par le Crous (boursier, non boursier, etc.).
- L'offre et sa diversité doivent rester disponible tout au long de la durée d'exploitation, exception des périodes creuses ou exceptionnelles définies conjointement selon les implantations (congrès, grèves, etc.).

- La disponibilité de l'offre et la continuité de fonctionnement sont essentielles à la délivrance des prestations de restauration, aussi le Crous attend une rigueur et une réactivité immédiate dans la gestion technique des automates.
- L'offre de restauration doit apporter satisfaction au consommateur et répondre aux critères limitant la participation du Crous à son minimum quel que soit le tarif appliqué.
- L'offre devra proposer 3 à 5 choix pour chaque composant et se renouveler tout ou partie à minima tous les trimestres.
- Une mise en avant des promotions et opérations visant à l'amélioration des ventes ou la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Les informations de ventes et les valeurs ou documents de facturation sont libres d'accès et peuvent être consultées et contrôlées à tout moment par le Crous.

Prestations	Action / Résultat attendu
Livraison et mouvement des matériels	Prise en charge par le prestataire des moyens mis en œuvre pour assurer la mise en place du ou des automates, ses éventuels mouvements ainsi que l'assurance de la conformité de son état général.
Mise en service des matériels	Opération consistant à rendre l'automate fonctionnel et conforme aux attentes de distribution, de prix et de service tel qu'ils sont indiqués au marché.
Approvisionnement des matériels	L'approvisionnement des matériels implique une production suffisante pour assurer un réassort complet et durable. Il comprend les moyens, la formation du personnel et le respect des procédures internes, sa conformité est jugée selon une absence de rupture et la disponibilité de l'offre en relation avec le niveau de consommation.
	<p>Pour les sites regroupant au moins 5 distributeurs connectés dans un rayon de 8 km : Le titulaire est responsable de l'approvisionnement direct et continu des distributeurs.</p> <p>Pour les sites isolés : Le prestataire livre sa production au Crous. Ce sont les personnels du Crous qui procèdent au réapprovisionnement des automates à fréquence régulière définie en interne selon les ventes constatées.</p>
Gestion des invendus	Procédure visant à retirer les produits impropres à la consommation ou en devenir proche. Gestion du devenir des invendus et lutte contre le gaspillage alimentaire

Opérations de promotion des ventes	Opérations consistant à la fourniture de contenus promotionnels en vue d'informer les consommateurs sur un ou plusieurs produits nouveaux ou ceux pour lesquels une promotion tarifaire s'applique. L'enjeu est de développer l'attractivité de l'offre et réduire les pertes liées aux invendus.
SAV curatif et préventif	Procédures d'interventions sur signalisation, sur demande ou en prévention visant à assurer la continuité du parfait fonctionnement des automates.
Renouvellement de la gamme de produits	Description de la capacité à développer une offre alimentaire variée respectant les impératifs du marché en vue de ne pas laisser les consommateurs au fil de l'exploitation des automates.
Outil de pilotage et tableau de bord	Doit permettre, la compréhension des besoins et attentes consommateurs, le contrôle des flux de produits et le taux de fonctionnement des automates.
Facturation et paiement des redevances	Produire dans les temps les documents relatifs à la facturation en conformité avec les attentes des Crous.
Remise en état fin de marché	Procédure visant la prise en charge par le prestataire du retrait des automates et son engagement à laisser les lieux dans l'état initial.

9.3. Produits

Le menu qui est proposé au tarif de l'ayant droit (3,30€ étudiant ; 1€ étudiant boursier) est composé d'un plat et d'un dessert.

Le titulaire proposera dans chaque distributeur :

- 3 à 5 plats dont les grammages correspondent aux besoins alimentaires du public concerné
- 3 à 5 desserts
- 1 plat végétarien à minima parmi l'offre retenue

9.4. Implantations et contraintes d'exploitation

Les emplacements concernés seront définis au fur et à mesure des besoins.

Les distributeurs seront installés dans des zones soumises à des contraintes variées. La gestion des approvisionnements et des interventions différera selon qu'il s'agisse de sites regroupant au moins 5 distributeurs connectés dans un rayon de 8 km ou de sites isolés.

9.4.1. Les campus universitaires

Les campus universitaires sont généralement ouverts en journée du lundi au samedi de 8 h à 20 h.

L'activité est très intense de septembre à décembre ainsi qu'au mois de mars sur les campus. Un passage régulier sur l'ensemble des appareils est donc nécessaire durant ces périodes.

- L'activité reste soutenue en janvier, février et avril. Le prestataire devra s'adapter en fonction des campus, en limitant au maximum à 2 spires vides entre deux passages.
- Une baisse d'activité plus ou moins intense selon les sites est généralement observée la deuxième semaine de chaque période de vacances scolaires et de mai à fin août.
- Les campus universitaires sont généralement fermés une semaine pour les vacances de Noël et deux semaines début août (à confirmer au cas par cas).

Le Plan Vigipirate impose de se présenter au PC Sécurité des établissements avant d'accéder aux sites. Une carte d'accès pourra, dans certains cas, être délivrée au prestataire afin de lui permettre un accès plus aisé pour entretenir et approvisionner ses machines.

9.4.2. Les restaurants et cafétérias universitaires

Les distributeurs implantés dans ces points de vente auront une activité dépendante des heures d'ouverture (généralement entre 8 h et 16 h, avec des variations selon les établissements).

L'approvisionnement et les interventions techniques devront être effectués durant les créneaux horaires imposés par chaque point de vente. Le prestataire devra se rapprocher des Directeurs d'Unité de Gestion pour obtenir ces informations.

9.4.3. Les résidences universitaires

Accessibles 24 h/24 et 7 j/7, elles nécessitent un approvisionnement régulier tout au long de l'année. Une baisse d'activité peut être constatée pendant les périodes de congés universitaires.

9.4.4. Distinction entre les types de sites

Pour les sites regroupant au moins 5 distributeurs connectés dans un rayon de 8 km :

- Le titulaire est responsable de l'approvisionnement direct et continu des distributeurs.
- Les tournées d'entretien et de maintenance devront être planifiées en fonction de l'intensité de l'activité, avec une vigilance accrue lors des périodes de forte fréquentation.
- L'accès aux campus, restaurants et cafétérias devra être coordonné avec les responsables de site pour garantir une fluidité des opérations.

Pour les sites isolés :

- Le Crous de Nantes Pays de la Loire pourra assurer l'approvisionnement du distributeur en produits livrés par le titulaire.
- Le titulaire restera responsable de la maintenance et du bon fonctionnement des appareils.
- L'organisation des livraisons devra être adaptée aux contraintes logistiques propres à chaque site, en tenant compte des accès et des horaires spécifiques.

Cette distinction vise à garantir une gestion efficace et adaptée aux spécificités de chaque type de site, assurant ainsi un service optimal aux usagers.

9.5. Adaptation des distributeurs à la monétique Crous

Le titulaire est tenu de doter ses appareils avec un équipement compatible à la monétique IZLY du Crous. Le candidat s'assurera de disposer du matériel disposant des développements répondant à l'ensemble des caractéristiques IZLY.

En cas de changement de monétique ou de conditions financières d'exploitation, le titulaire en est informé dans un délai raisonnable. Les nouvelles conditions et le changement de monétique seront pris en charge par le titulaire.

Le titulaire aura en charge de développer une application permettant de vérifier le statut du convive et la tarification inhérente à son statut.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE RESULTAT ET MISE EN ŒUVRE DES MOYENS MINIMAUX

La prise en charge des prestations définies au présent accord-cadre constitue un contrat avec obligation de résultat.

Ces obligations visent à garantir un fonctionnement optimal des distributeurs, tout en assurant un service de qualité adapté aux différents types de sites identifiés.

Le titulaire assure la livraison, l'installation et la mise en service de l'ensemble des distributeurs automatiques dans les conditions suivantes :

- La responsabilité du transport des distributeurs et des produits jusqu'au lieu de livraison incombe au titulaire.
- Il est en charge des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement.
- Pour chaque livraison d'un distributeur, un protocole de chargement et de déchargement devra être complété.
- Il devra garantir la continuité des services et assurer une disponibilité optimale des distributeurs.

Le titulaire accepte de prendre en charge, à ses frais :

- La livraison et l'installation des distributeurs automatiques aux emplacements prévus ;
- L'entretien et le nettoyage complet des distributeurs automatiques ;
- La maintenance préventive des distributeurs et de leurs systèmes de paiement ;
- La maintenance curative en cas de panne, incluant le diagnostic et toutes les réparations nécessaires pour une remise en service durable ;
- L'approvisionnement régulier en produits, garantissant une offre qualitative et quantitative continue ;
- Le réglage, le paramétrage et la configuration des distributeurs ainsi que des systèmes de paiement ;
- La mise à disposition d'un système automatisé et vérifiable de suivi d'activité permettant une identification claire des trois catégories de produits ;
- La sécurisation des distributeurs (blindage, si nécessaire) ;
- Le remplacement des distributeurs en cas de pannes récurrentes ou majeures ;
- La personnalisation des distributeurs ;
- L'adaptation des équipements aux évolutions technologiques/

Le titulaire s'engage à garantir un service optimal en respectant les engagements suivants :

- Se conformer aux normes d'hygiène et de santé publique dans la distribution des produits ;
- Assurer la qualité constante des produits proposés ;

- Livrer régulièrement les produits au CROUS ; la distribution des produits du titulaire du marché se fera par transporteur frigorifique, selon une fréquence définie en fonction des besoins ;
- Assurer l'installation, l'entretien, la maintenance et le dépannage des distributeurs dans les meilleurs délais.

Le CROUS, en tant que bénéficiaire du service, s'engage à :

- Garantir un accès libre et constant aux distributeurs durant les heures d'ouverture des locaux ;
- Ne pas modifier l'aspect extérieur des distributeurs et signaler immédiatement toute anomalie de fonctionnement ou tout dommage constaté ;
- Maintenir les abords des distributeurs en bon état de propreté ;
- Informer le titulaire du marché en cas de déplacement du matériel ou de fermeture des locaux ;
- Assurer, si nécessaire, et sur les sites isolés uniquement, l'approvisionnement des distributeurs avec les produits livrés par le titulaire du marché.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS LIEES A L'ORGANISATION, AU CONTROLE ET A LA CONTINUITE DU SERVICE

Le titulaire s'engage :

- A assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée et le respect des consignes données à son personnel ;
- A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent contrat soit parfaitement remplie ;
- A faire en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans les locaux ;
- A restituer les installations, équipements et locaux en bon état de propreté à l'expiration du contrat.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du contrat, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par le Crous.

En cas de besoin, impliquant le déplacement du distributeur pour nettoyage suite à un constat bilatéral de saleté excessive, les coûts afférents et le nettoyage des lieux seront à la charge du titulaire.

Tous les documents destinés au suivi de l'exécution du contrat sont à adresser par courriel au responsable du suivi du contrat dont les coordonnées sont indiquées à l'article 9.1 du présent CCP.

11.1. Conseil

Dans le cadre de sa mission et au-delà de l'exécution de la commande, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil.

Le titulaire s'engage à proposer pendant toute la durée de l'exécution du présent marché, des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

Il s'engage à informer sans délai le Crous Nantes Pays de la Loire ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les documents contractuels.

11.2. Gestion de personnels du titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

11.3. Assurance

Avant le début d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire se charge des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances souscrits par lui.

En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Chaque année à la date anniversaire de cette notification le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande. Cette attestation peut être déposée sur la plateforme en ligne sécurisée mise à sa disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.4. Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux du Crous de Nantes Pays de la Loire.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions des bâtiments, à l'organisation et l'activité du Crous de Nantes Pays de la Loire dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les plans et schémas des bâtiments et des installations techniques sont propriétés du Crous de Nantes Pays de la Loire et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public. Toute demande d'un tiers, relative aux prestations fournies, doit être transmise au service Achats du Crous de Nantes Pays de la Loire.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture du marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

11.5. Traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Le traitement des données à caractère personnel est décrit en annexe 1 du présent CCP.

11.6. Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

L'attributaire pourra déposer ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à sa disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

11.7. Autres obligations

En application de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de communiquer sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. Ces modifications se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou dénomination,
- à son domicile ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

11.8. Délais

Le titulaire est tenu de respecter les délais d'intervention de de transmission des documents prévus au présent CCP ainsi que dans son offre.

11.9. Fin du marché

11.9.1. Retrait des distributeurs

Les distributeurs installés seront retirés par le titulaire dans un délai de trente (30) jours après la date de fin du marché. La manutention et les frais de transport sont à la charge exclusive du titulaire.

11.9.2. Remise en état

Si une remise en état est nécessaire au regard de l'état des lieux et des engagements du titulaire au titre du présent contrat, le concédant pourra mettre le concessionnaire en demeure de les réaliser et en l'absence de réaction du titulaire dans un délai de 30 jours, les faire réaliser d'office aux frais et risques de ce dernier.

ARTICLE 12 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DISTRIBUTEURS

12.1. Descriptions des caractéristiques techniques des distributeurs

Le fournisseur devra proposer un appareil fabriqué selon un processus respectueux de la santé, de la sécurité et des droits du travail, excluant notamment le travail forcé et celui des enfants.

Le fournisseur devra proposer un distributeur peu consommateur en énergie électrique. Le mode de distribution de type frigo connecté ou libre-service n'est pas attendu.

Les fiches techniques des distributeurs sont remises par le titulaire à l'appui de son offre.

12.2. Fonctionnalités requises des distributeurs

Le distributeur automatique devra proposer un appareil dont l'isolation est performante afin d'éviter toute perte énergétique.

Le titulaire propose des distributeurs-vitrines avec un affichage digital permettant la sélection d'un ou de plusieurs produits s'incluant dans un menu. Un écran digital doit assurer la promotion dynamique et la mise en avant de l'offre.

L'automate doit permettre la distribution sans chute de produit afin de garantir l'intégrité des denrées tant physique que visuelle.

Un affichage externe indique la température conforme à la réglementation de conservation des produits.

12.3. Prescriptions, normes et état

Les distributeurs doivent répondre, ou être équivalents, aux normes françaises homologuées et aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'études des contrats. Les normes applicables sont celles en vigueur à la date de signature de chaque mise à disposition des distributeurs.

Le titulaire doit s'assurer que ses installations sont conformes aux normes de sécurité applicables pour les établissements recevant du public.

Les appareils qui seront installés en début de contrat devront être neufs. En cours de contrat, les demandes de remplacements éventuels ou les nouvelles demandes d'implantation devront être réalisées par des appareils neufs ou au moins reconditionnés à neuf.

Les appareils devront être conformes à la réglementation notamment en ce qui concerne l'accessibilité aux personnes handicapées (PMR).

Le titulaire est tenu de se conformer à la description des caractéristiques techniques de ses distributeurs renseignés dans le cadre de réponse technique (annexe 2). Une fiche technique de chaque appareil proposé sera impérativement à joindre à l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu de respecter les moyens minimaux en matériels sur lesquels il s'est engagé dans son offre.

En cours de contrat, le titulaire pourra proposer au Crous, un matériel qu'il juge plus performant, plus innovant, sans que cela ne puisse modifier les conditions du présent contrat.

12.4. Dispositif d'encaissement des distributeurs

Les distributeurs automatiques doivent fonctionner en acceptant, a minima, les cartes de paiement par porte-monnaie électronique IZLY (monétique du réseau Crous). La lecture d'un QR Code généré par l'application IZLY comme moyen de paiement complémentaire serait un plus.

Les distributeurs devront être équipés d'un système dont l'encaissement ne sera effectif qu'une fois le produit distribué.

Le titulaire s'assure d'équiper ses automates d'un lecteur permettant la lecture :

- De la carte IZLY
- Du QR Code pour le paiement par porte-monnaie électronique IZLY.

Par ailleurs, le titulaire procède au développement d'une interface avec les API fournies par le Crous permettant la réalisation des menus, de la limitation et des règles financières propres au Crous dans la mise en œuvre de la restauration sociale. Les spécifications en annexes permettent les développements nécessaires aux échanges de données afférents aux tarifs, contrôle repas et informations de vente sur le système d'information du Crous, une phase de test sera à envisager avant la mise en production.

Les informations du paiement et du type de plats doivent être remontées en temps réel vers IZLY et le système d'information du Crous, selon les spécifications techniques (web services) fournis par le Crous.

12.5. Mode de sécurisation des distributeurs

Le titulaire prend à sa charge la sécurisation de tous les appareils. Cette sécurisation peut comporter, notamment et pour certains distributeurs localisés dans des endroits sensibles, des équipements de blindage. Lorsque deux distributeurs ou plus devront être installés côte à côte, ils devront être fixés ensemble de manière à ne pas pouvoir être déplacé. Dans certains cas, et ce, après validation auprès du titulaire du contrat, les distributeurs pourront être fixés au sol et/ou au mur.

Le titulaire est tenu de respecter le mode de sécurisation et/ou de blindage indiqué dans le cadre de sa réponse technique.

12.6. Type et couleur des distributeurs

Le titulaire est tenu de respecter le type, la couleur et la personnalisation de chaque distributeur automatique indiqués dans son cadre de réponse technique.

12.7. Identification des distributeurs

Les distributeurs doivent être clairement identifiés par le titulaire au moyen d'un numéro unique, d'une appellation précise et d'un numéro de téléphone. La liste mise à jour de ces distributeurs doit être adressée au Crous lors des rapports de suivi au fil des installations réalisées et au minimum une fois par an.

12.8. Personnalisation des distributeurs

Le titulaire est tenu d'assurer l'habillage des distributeurs en respectant la charte graphique du Crous de Nantes Pays de la Loire avec la présence du logo « Crous de Nantes Pays de la Loire », joint au présent CCTP, sur l'ensemble des distributeurs (cf. CCP Annexe 4 – Charte graphique du Crous de Nantes Pays de la Loire).

Ce logo doit être visible en façade et/ou sur les côtés afin d'être identifié rapidement par les usagers.

ARTICLE 13 - DESCRIPTIF DES PRODUITS

13.1. Diversité et qualité des produits (liste non exhaustive)

Le titulaire est tenu de fournir la liste des produits dans l'annexe 3 « Liste des produits » par famille de produits :

- Plat principal : Largeur de gamme entre 3 et 5 références sur 15 jours avec un renouvellement à proposer par le titulaire ;
- Dessert : 3 à 5 desserts ;
- 1 plat végétarien à minima parmi l'offre retenue.

Le menu qui est proposé au tarif de l'ayant droit (3,30€ étudiant ; 1€ étudiant boursier ;) est composé d'un plat et d'un dessert.

Le titulaire doit impérativement fournir les fiches techniques de chaque produit avec, a minima :

- La composition des ingrédients et les allergènes indiqués avec précision, selon la réglementation en vigueur ;
- Le grammage ;
- Les SIQO selon leur présence dans la recette.

Chaque produit fourni par le titulaire doit comporter l'indication suivante :

- Date limite de consommation (DLC) ;
- Ou selon la date de durabilité minimale (DDM), ex-DLUO (date limite d'utilisation optimale).

Les produits doivent être livrés par le titulaire dans le conditionnement d'origine ; l'emballage doit être adapté à la chaîne du froid. Chaque produit devra porter une étiquette visible et lisible présentant l'ensemble des informations requises par la réglementation en vigueur.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de maintenir ces engagements, il devra en informer, par courrier ou courriel, le service des achats du Crous et proposer des produits équivalents et d'une qualité au moins identique.

Le titulaire s'engage à ne fournir que des produits de qualité et dont la date limite de conservation est conforme aux normes sanitaires.

Le titulaire peut, au cours de l'exécution du contrat, proposer au Crous l'introduction de nouvelles marques et/ou produits de gammes et coûts similaires et tout produit complémentaire en fonction des meilleures ventes nationales pour ce type de contrat, toutes catégories de produits confondues.

Le titulaire veillera à utiliser autant que possible des produits répondant aux obligations Egalim, des statistiques annuelles seront fournies au Crous.

La présence journalière d'une offre végétarienne à minima est attendue dans l'offre générale.

Le titulaire doit assurer l'équilibre et les besoins alimentaires du consommateur pour constituer ses plats ou ses menus tout en veillant à la maîtrise du coût denrée en vue de limiter au maximum la participation financière du Crous.

13.2. Approvisionnement des distributeurs en produits

Le titulaire est tenu de respecter la fréquence de réapprovisionnement et les moyens mis en œuvre sur lesquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

L'approvisionnement et les interventions techniques seront réalisés durant les heures d'ouverture des sites. Toutefois, des dérogations pourront être possibles lors de la mise au point du marché.

En cas de besoin spécifique d'approvisionnement les week-end / jours fériés et vacances, le titulaire indiquera dans son mémoire technique sa capacité et ses moyens d'y parvenir.

13.3. Essais, vérifications et mise en service

Le titulaire procède à l'installation du matériel commandé et à son raccordement électrique sur les réservations existantes des réseaux ou créées par le Crous. L'accès internet sera à sa charge.

Une fois les matériels raccordés, le titulaire procède aux essais nécessaires afin de s'assurer du parfait fonctionnement des distributeurs, avant de réaliser la mise en service.

Le titulaire configure, règle et paramètre les distributeurs automatiques et les systèmes de paiement.

Le directeur de l'unité de gestion concernée, ou son représentant, procède aux opérations de vérification :

- Si les distributeurs installés sont considérés de mauvaise qualité, qu'ils ne sont pas en parfait état de présentation, de fonctionnement ou qu'ils ne sont pas exempts de défaut de fabrication, ou qu'ils sont non conformes aux normes et ne répondent pas aux stipulations du CCP, le fournisseur est tenu de procéder, à ses frais, à l'échange sur simple demande des membres du Crous dans les délais prévus ;
- Si les distributeurs installés répondent aux stipulations du CCP, sont en parfait état de présentation, de fonctionnement ou qu'ils sont exempts de défaut de fabrication, ou qu'ils sont conformes aux normes, un procès-verbal de mise en service sera signé par le directeur de l'unité de gestion concernée, ou son représentant, et le titulaire ;

13.4. Modalités de redéploiement de distributeurs implantés

Les distributeurs ne peuvent être déplacés sans l'accord préalable du Crous.

Les distributeurs ne peuvent être déplacés que par le titulaire.

A l'initiative du titulaire ou du Crous, une réunion peut être organisée afin de décider de redéployer, sur d'autres lieux.

La réunion donne lieu à l'émission d'un ordre de service dans lequel devront être renseignés les motifs du redéploiement.

Le titulaire est tenu de réaliser le redéploiement conformément aux éléments renseignés dans le cadre de réponse technique.

13.5. Procédure de gestion en cas d'alerte sanitaire

En prévision de difficultés d'exécution du contrat qui pourraient naître d'une crise sanitaire, le titulaire est tenu de se rapprocher dans les meilleurs délais du Crous, afin que soit amorcé un dialogue collaboratif permettant d'arrêter les modalités de gestion de cette crise.

Le titulaire est tenu de communiquer les difficultés rencontrées, d'adresser un protocole d'alerte sanitaire, de décrire sa procédure et ses modalités de déclenchement de l'alerte, de gestion des retraits et des rappels, de clôture de l'alerte, etc.

Avant la tenue du dialogue collaboratif, le titulaire est tenu d'élaborer un plan de gestion de la crise sanitaire qu'il présentera au Crous et sur lequel portera notamment ce dialogue.

Le dialogue collaboratif doit également porter sur l'ensemble des conséquences juridico-administratives, techniques et financières qui résultent de la situation de crise sanitaire.

Il permettra de manière non exhaustive et en conformité avec les dispositions gouvernementales qui pourraient intervenir :

- Sur le plan juridico-administratif de déterminer : les conséquences de la situation de crise sanitaire sur le périmètre des obligations contractuelles, les conditions de déclenchement des pénalités ainsi que leur teneur à l'aune des obligations nouvellement définies, les cas de suspension, totale ou partielle, de la relation contractuelle, les cas dans lesquels la poursuite de la relation contractuelle deviendrait impossible avec le titulaire et mènerait à une résiliation etc.
- Sur le plan technique : de déterminer le sort des prestations (fournitures et services) objets du présent contrat, d'aménager les délais et modalités d'exécution des prestations, d'arrêter des procédures permettant d'exécuter les prestations en respectant toutes les normes de sécurité sanitaire qu'impose une telle situation etc.
- Sur le plan financier : de définir précisément les conséquences financières de l'ensemble des aménagements évoqués supra rendus nécessaires par la situation de crise sanitaire, de déterminer les conséquences de cette situation et des choix effectués sur le sort de la redevance ainsi que sur le potentiel versement d'indemnités au titulaire, etc.

Il est précisé que les indemnités susmentionnées n'ont pas pour objet de couvrir la perte d'exploitation causée par la situation de crise sanitaire. Elles ont pour objet exclusif de compenser le surcoût qui résulterait de modifications significatives des modalités d'exécution des prestations nouvellement arrêtées. Ce surcoût doit dès lors résulter de la mise en œuvre de moyens supplémentaires, non initialement prévus au contrat, qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

Le dialogue collaboratif doit enfin, en conformité avec les choix arrêtés et les dispositions gouvernementales qui interviendraient, porter sur la délimitation précise dans le temps de l'application de ces mesures exceptionnelles dans leurs dimensions juridico-administrative, technique et financière.

L'ensemble des modifications décidées à l'issue du dialogue collaboratif doivent être formalisées dans un ou plusieurs acte(s) modificatif(s) au présent contrat.

En prévision de l'achèvement de la crise sanitaire et dans les mêmes conditions que supra, le titulaire est tenu de se rapprocher du Crous afin que soit amorcé, sur la base d'un plan de reprise élaboré par lui, un dialogue collaboratif entre lui et le Crous permettant d'arrêter les modalités d'un retour à la normal progressif de l'exécution du présent contrat.

13.6. Animations et nouveautés

Le titulaire est, par ailleurs, tenu d'apporter au minimum 2 (deux) fois par an (en octobre et en janvier principalement), au Crous, son expertise en proposant toute action visant à dynamiser et promouvoir les ventes.

Des réunions seront prévues au mois de septembre et décembre de chaque année.

13.7. Mise hors service temporaire des distributeurs

En cas de fermeture temporaire des établissements, le Crous se réserve la possibilité de demander au titulaire la mise hors service des appareils.

13.8. Éclairage, eau et chauffage

Les besoins en électricité sont fournis par l'administration, selon les conventions établies entre le Crous et les partenaires. de l'enseignement supérieur.

ARTICLE 14 - 8. MAINTENANCE DES DISTRIBUTEURS

14.1. Nettoyage complet et entretien des distributeurs

L'entretien et le nettoyage de l'ensemble des distributeurs automatiques sont à la charge du titulaire et ne donnent pas lieu à facturation.

Les distributeurs et leur habillage doivent être maintenus par le titulaire dans un état d'hygiène et de propreté (pour éviter la contamination des produits, par exemple) et de fonctionnement régulier et continu, afin que l'activité soit compatible avec les besoins permanents du Crous.

Le titulaire est tenu de se conformer à la fréquence de réapprovisionnement et de nettoyage (une fois par semaine au minimum) des distributeurs ainsi qu'aux moyens humains et matériels mis en œuvre et renseignés dans son cadre de réponse technique. Pour les sites isolés, non-approvisionnés par le titulaire, le nettoyage des distributeurs sera assuré par le Crous.

14.2. Intervention et réparation en cas de dysfonctionnement, panne ou vandalisme

Les interventions et les réparations en cas de dysfonctionnement, de panne ou de vandalisme sont à la charge du titulaire et ne donnent pas lieu à facturation.

Le titulaire est tenu de respecter les délais d'intervention, de rétablissement et de remplacement sur lesquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

La période d'intervention s'étend, selon les sites, de 7 à 20 heures, du lundi au samedi inclus.

Le titulaire est tenu de prendre connaissance des règlements de sécurité du Crous et des établissements d'enseignements supérieurs partenaires au sein desquels il sera amené à intervenir et de les respecter.

ARTICLE 15 - PILOTAGE ET SUIVI DU CONTRAT

Le Crous souhaite que cette procédure s'opère dans une réelle démarche collaborative entre leurs services et le titulaire. Des échanges réguliers permettront d'analyser les consommations et d'ajuster l'offre d'un site à l'autre, le cas échéant.

15.1. Correspondant du titulaire

Le Correspondant désigné par le titulaire est l'interlocuteur du Crous de Nantes Pays de la Loire pendant toute la durée du marché. Le titulaire désigne dans le même temps un correspondant suppléant en cas d'empêchement du correspondant principal.

Les coordonnées de ce référent chargé du suivi sont indiquées au cadre de réponse technique.

Tout changement de correspondant fera l'objet d'une information du Crous de Nantes Pays de la Loire, tout en assurant la continuité du service rendu.

15.2. Correspondants du CROUS de Nantes Pays de la Loire

Madame WEIL Johanna

Tél. 02 40 37 13 31

Courriel : achat@crous-nantes.fr

Madame YOU Emmanuelle

Tél. 02 40 37 13 34

Courriel : achat@crous-nantes.fr

CROUS de Nantes Pays de la Loire - 2 Bd Guy Mollet BP 52213 - 44322 Nantes Cedex 3

15.3. Reporting mensuel

Le titulaire est tenu de fournir un prévisionnel détaillé mensuel de l'approvisionnement des casiers dans un objectif de minimiser les pertes.

Le titulaire est tenu de fournir, chaque mois, à la direction des achats du Crous de Nantes Pays de la Loire, un rapport comprenant :

- Le reporting retraçant les par distributeur le volume des ventes et des pertes par produit, mois par mois, sur une année mobile, avec cumul horizontal et vertical, ainsi que l'historique d'approvisionnement.
- Un rapport comprenant le nombre et la nature des incidents, la durée d'indisponibilité de chaque appareil, ainsi que les solutions apportées.

Le compte-rendu devra contenir au minimum le numéro du distributeur, la date et l'heure de la demande d'intervention, la date et l'heure de l'intervention effective, la raison de la panne et s'il y a eu une commande de pièce complémentaire nécessaire à la réparation ayant pu occasionner un délai d'intervention plus long que nécessaire. Le titulaire pourra compléter ce rapport de tout élément qu'il jugera nécessaire.

15.4. Mise au point

Dès la notification du marché, le titulaire devra prévoir à une réunion de mise au point avec le service Achats.

15.5. Bilan semestriel

A compter de l'installation des premiers distributeurs, une revue d'affaires semestrielle sera organisée dans les locaux du Crous de Nantes Pays de la Loire, ou en visioconférence, au cours de laquelle seront évoqués :

- Une communication des données d'exploitation,
- Un rapport comprenant le nombre et la nature des incidents, des interventions et des solutions apportées aux défaillances des distributeurs (SAV) ;
- Les résultats des contrôles bactériologiques ;
- Les info ventes (palmarès par produit) ;
- Un plan de progrès ;
- Les animations à venir ;
- L'état du parc.

Le concessionnaire devra traduire sa réflexion sur les éléments fournis et produire un plan de progrès par rapport à des indicateurs clés proposés au démarrage du contrat.

15.6. Bilan annuel

Le titulaire produit chaque année un rapport retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

ARTICLE 16 - CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS, VERIFICATION, ADMISSION, REJET

Le Crous de Nantes Pays de la Loire se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne réalisation des prestations par un de ses représentants.

Il peut se réserver le droit à tout moment de faire contrôler la qualité des prestations par un organisme compétent de son choix. Il en informe le titulaire dans les meilleurs délais.

Le service bénéficiaire fait connaître sa décision dans les meilleurs délais, soit :

- L'acceptation de la prestation en l'état ;
- Le rejet de la prestation dans son entièreté ;
- L'admission partielle de la prestation (ou admission sous réserve) dans l'attente de corrections, ou l'application d'une réfaction, c'est-à-dire le paiement du solde diminué des anomalies constatées lors de l'autocontrôle du titulaire. L'admission partielle ne donne droit cependant à aucun paiement anticipé.

16.1. Contrôle par le Crous

Le Crous se réserve le droit de procéder à des contrôles inopinés de certains distributeurs s'agissant :

- De la conformité des distributeurs et de leur implantation ;
- De la conformité, de la qualité et des tarifs des produits ;
- Des recettes perçues par le système de télémétrie ;
- De l'hygiène bactériologique.

Le Crous se réserve le droit d'exercer sur les produits, ainsi que sur le matériel utilisé, tout contrôle d'hygiène et de salubrité en vue du respect le plus strict des exigences de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire.

16.2. Autocontrôle ou contrôle interne par le titulaire

Le titulaire est tenu de respecter la fréquence et les modalités de l'autocontrôle ou du contrôle interne prévues dans le cadre de réponse technique.

16.3. Vérifications, ajournement, réfaction et rejet

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet est prise par la directrice générale Crous.

Cette partie déroge au Cahier des Clauses Administratives générales.

16.3.1. Ajournement

Le Crous, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, se réserve le droit d'ajourner, par tous moyens, l'admission des prestations. Le titulaire dispose alors d'un délai de sept (7) jours pour présenter les prestations mises au point.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de sept (7) jours à compter de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le Crous peut décider de rejeter les prestations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de sept (7) jours.

Le silence du Crous au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le Crous dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux Crous présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en ait été informé.

16.3.2. Rejet

Le titulaire dispose d'un délai de 10 (dix) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le membre du Crous aux frais du titulaire. Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du Crous présente une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

ARTICLE 17 - MODALITES D'EXECUTION FINANCIERE

17.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix auquel s'est engagé le candidat dans l'Acte d'Engagement et son annexe financière sont fermes pour la première année d'exécution.

Les prix figurant sur l'offre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (juin 2025).

Les prix s'entendent à date de commande.

Les prix sont hors taxes et sont établis en euros.

17.2. Contenu des prix

Les prix comprennent l'ensemble des prestations du présent marché, détaillées dans l'offre technique du titulaire.

Les prix sont réputés intégrer tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement du respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire (frais pour les matériels de réalisation de la mission, frais de déplacements, frais d'hébergement, etc.).

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toute autre dépense nécessaire à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés.

Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à quelque indemnité.

17.3. Modalités de révision de prix

À l'issue de la première année d'exécution, le titulaire pourra faire la demande de révision de prix auprès du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux mois avant la date de renouvellement du marché, accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul des prix révisés et l'annexe financière indiquant les prix en cours et les prix révisés.

En cas de non-respect de ce délai, le prix de l'année en cours sera d'office reconduit pour une nouvelle période d'un an.

Le nouveau prix ainsi calculé, sans opposition de l'administration dans un délai de 30 jours suivant la réception de la lettre recommandée, demeurera ferme pendant une nouvelle période de douze mois, à compter de la date anniversaire du marché.

17.4. Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5 % (cinq pour cent) du prix initial, le Crous de Nantes Pays de la Loire se réserve le droit de réduire les prestations initialement prévues, ou de résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

17.5. Modalités de règlement

17.5.1. Facturation

Les demandes de paiement sont établies par le titulaire du marché, y compris celles qui seraient émises par l'une des différentes entreprises intervenantes en qualité de sous-traitant, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, chaque facture sera libellée en euros et adressée au Crous de Nantes Pays de la Loire via la plateforme Chorus Portail Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Adresse de facturation :

Crous de Nantes Pays de la Loire
Service facturier
2 Boulevard Guy Mollet BP 52213
44322 NANTES Cedex 3

Les mentions obligatoires pour permettre la transmission des factures sont :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro. SIRET du Crous de Nantes : 184 401 321 00015.
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues, code service pour ce marché : 1002.
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de marché, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire. En l'espèce le numéro d'engagement correspond au numéro du marché 2025_FCS_005.

Outre les indications prévues par la comptabilité publique, les factures feront apparaître :

- les références du marché ;
- la raison sociale, l'adresse, la forme juridique et le numéro de SIREN du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxe de chaque prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises de chaque prestation exécutée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire toute modification des demandes de paiement incluant notamment les réfections et pénalités.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

17.5.2. Modalités de paiement

Les paiements s'effectuent après exécution du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique. Aucun règlement ne peut être effectué à un compte différent de celui précisé dans l'acte d'engagement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture exacte.

Au cas où le titulaire du marché donnerait son contrat en nantissement, les indications prévues à l'article 4.2 du CCAG-FCS sont données dans l'acte d'engagement lui-même.

17.5.3. Délai global de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, l'administration contractante dispose d'un délai de 30 jours, pour procéder au paiement des sommes dues à compter de la réception de la facture.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne, majoré de huit (8) points de pourcentage.

17.5.4. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Si les conditions sont remplies, le montant de l'avance sera alors calculé en vertu des articles R.2191-6 et R.2191-9 du code de la commande publique, sur la base d'un taux de 5% et de 10% si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai de 30 jours à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du premier élément constitutif de la mission.

Cette avance sera remboursable par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire dès que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

17.5.5. Comptable Assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'Agent Comptable du Crous de Nantes.

ARTICLE 18 - PENALITES ET REFACTIONS

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation, le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et des réfections.

18.1. Réfections

Le montant des réfections est proportionnel à l'importance des imperfections constatées conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

En cas de non-intervention, la réfaction pour absence de service fait donne lieu à une réfaction proportionnelle au nombre de jours pendant lesquels les prestations n'ont pas eu lieu.

L'application d'une réfaction est indépendante de la mise en œuvre des pénalités prévues au présent CCAP.

Le service bénéficiaire informe le titulaire du projet de réfaction par courriel ou courrier avec accusé de réception. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de cette information pour présenter ses observations. En l'absence de réponse de sa part à l'expiration de ce délai, la réfaction est réputée admise par le titulaire, qui ne peut plus la contester.

18.2. Pénalités

18.2.1. Régime d'application

Le Crous souhaite que cette procédure s'opère dans une réelle démarche collaborative avec le titulaire. Des échanges réguliers permettront d'analyser les dysfonctionnements et les difficultés rencontrés au cours de l'exécution du présent contrat.

Pour autant, les manquements du titulaire à ses obligations peuvent donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste redevable de ses obligations contractuelles et de la commande qui lui a été passée. Leurs montants pourront être déduits des factures transmises pour paiement.

Toute demande de pénalités fera l'objet d'un titre de recette émis par le service financier du Crous.

Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités sont dues sans minimum.

18.2.2. Pénalités pour retard

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du fait du titulaire de ses obligations dans les délais contractuels précisés dans le planning détaillé d'exécution, validé conjointement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le pouvoir adjudicateur peut appliquer des pénalités établies comme suit :

$$P = V \times R / 1\,000$$

- où P= le montant de la pénalité,
- V = la valeur des prestations non réalisées
- R = nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues sans montant minimal.

18.2.3. Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le Crous de Nantes Pays de la Loire pourra appliquer de plein droit, sans mise en demeure préalable et sur simple constat de ses services, les pénalités maximales suivantes :

Approvisionnement

Non-respect par le titulaire de la fréquence d'approvisionnement prévue au cadre de réponse technique : 25 € HT / jour de retard / machine

En cas de non-approvisionnement par le titulaire d'un distributeur dans un délai de 48 (quarante-huit) heures ouvrées suite à une demande d'approvisionnement : 25 € HT / jour de retard / machine

La date de demande d'approvisionnement adressée par courriel (avec fiche de non-conformité et/ou photographie) au titulaire par Crous ou par l'un des utilisateurs de l'appareil de distribution automatique sera considérée comme date initiale.

Toutefois, si le titulaire apporte la preuve que l'approvisionnement a lieu sous 1 (un) jour franc, soit dans les 24 (vingt-quatre) heures suivant la demande d'intervention, le titulaire est exonéré des pénalités pour non-respect de la fréquence d'approvisionnement d'un distributeur automatique.

Nettoyage

Non-respect par le titulaire des fréquences de nettoyage et d'autocontrôle prévues au cadre de réponse technique : 15 € HT / jour de retard / machine

En cas de distributeur non nettoyé considéré comme anormalement sale depuis plus de 48 (quarante-huit) heures ouvrées suite à une demande de nettoyage : 20 € / jour / machine

Un distributeur automatique est considéré comme anormalement sale, par exemple lorsque l'épaisseur de poussière présente sur ce dernier est observable en passant son doigt dessus, lorsqu'il y a des toiles d'araignées, lorsque l'état du sol est noir, etc.

La date de demande de nettoyage adressée par courriel (avec fiche de non-conformité et/ou photographie) au titulaire par le Crous ou par l'un des utilisateurs de l'appareil de distribution automatique sera considérée comme date initiale.

Toutefois, si le titulaire apporte la preuve que le nettoyage a lieu sous 1 (un) jour franc, soit dans les 24 (vingt-quatre) heures suivant la demande d'intervention, le titulaire est exonéré des pénalités pour non-nettoyage d'un distributeur automatique.

Livrables

Pénalités pour non remise d'un reporting mensuel, semestriel ou annuel : 10 € HT / jour de retard

Indisponibilité d'un distributeur automatique

Un distributeur est indisponible lorsque, indépendamment du Crous, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de la demande d'intervention par courriel adressée au titulaire.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée est supérieure à un jour franc, soit 24 (vingt-quatre) heures, il est appliqué une pénalité dont le montant est fixé à 15 € / jour / machine

Toutefois, si le titulaire apporte la preuve de la remise en fonctionnement du matériel dans les 24 (vingt-quatre) heures suivant la demande d'intervention, ou s'il est fourni dans les 48 (quarante-huit) heures suivant la demande d'intervention, en remplacement, un distributeur disposant des mêmes caractéristiques et pouvant pallier toutes défaillances, le titulaire est exonéré des pénalités pour indisponibilité d'un distributeur automatique.

Non-respect des DLC des produits à la vente

Dépassement de la date limite de conservation d'un produit fourni par le concessionnaire : 50 € / produit.

La pénalité est appliquée par constat, en cas de vente, d'un produit à une date allant au-delà de la date limite de consommation (DLC) du produit. La pénalité est applicable dès lors que la demande de retrait du produit périmé est adressée par courriel (avec fiche de non-conformité et/ou photographie régularisée ensuite par l'émission d'une fiche de non-conformité) au titulaire par le Crous ou par l'un des utilisateurs de l'appareil de distribution automatique sera considérée comme date initiale.

Maintenance

Non-respect du délai d'intervention relative à la maintenance (dysfonctionnement, panne, défaillance) : application d'une pénalité de 50€ par jour ouvré de retard après mise en demeure.

Hygiène

Non-respect des règles d'hygiène : application d'une pénalité de 100€ après mise en demeure.

ARTICLE 19 - MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le marché public ne peuvent changer sa nature globale.

19.1. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Les modifications peuvent porter sur :

- L'ajout ou la suppression d'une prestation au bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- La fourniture de services supplémentaires devenus nécessaires.

Dans les cas susmentionnés, le pouvoir adjudicateur invite le titulaire à conclure un avenant

Le titulaire remet un bordereau des prix unitaires et une décomposition du prix forfaitaire modifiés dans un délai de quinze (15) jours à réception de la demande du service Achats du Crous de Nantes.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché.

Les modifications par voie d'avenant peuvent également porter sur :

- Des modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- La substitution du titulaire initial du marché par un nouveau titulaire.

19.2. Pouvoir de modification unilatérale

En application des articles L6, L2194-1 et L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut, dans un but d'intérêt général, apporter unilatéralement une modification au marché public.

Lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du marché public.

19.3. Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché passé après mise en concurrence.

19.4. Prestations supplémentaires ou modificatives

En application de l'article 23 du CCAG-FCS, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

20.1. Désignation des sous-traitants

Conformément à l'article L2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont demandés dans les conditions prévues à l'article L2193-6 du code de la commande publique.

La demande d'agrément d'un sous-traitant devra être accompagnée des pièces suivantes :

- Formulaire DC4 relatif à la présentation d'un sous-traitant ;
- Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, daté et signé (modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
- Capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
- Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
- Attestation d'assurance couvrant les prestations exécutées

20.2. Modalités de paiement direct

Les modalités de paiement des sous-traitants sont effectuées dans les conditions prévues aux articles L2193-10 à L2193-13 du code de la commande publique.

20.3. Non déclaration d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS, la déclaration d'un sous-traitant et son agrément par le pouvoir adjudicateur doit impérativement avoir lieu préalablement à toute intervention sur le site.

En cas de non-déclaration dûment constatée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, conformément à l'article 41 du CCAG- FCS de prononcer la résiliation du marché en cas de non-application des dispositions du présent article.

ARTICLE 21 - CESSION OU NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique, sont désignés :

- Comme ordonnateur : Madame la Directrice générale du Crous de Nantes Pays de la Loire
- Comme comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent Comptable du Crous de Nantes Pays de la Loire
- Comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R2191-60 du code de la commande publique : Madame l'Agent Comptable du Crous de Nantes Pays de la Loire

ARTICLE 22 - RESILIATION

Le contrat peut être résilié dans les cas de résiliation mentionnés aux articles L3136-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé réception, notifiant au titulaire le(s) manquement(s) en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et prestations effectuées dans le cadre du marché.

ARTICLE 23 - EXECUTION PAR DEFAUT

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer les prestations qui lui sont demandées, le Crous de Nantes Pays de la Loire se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire de service.

En cas de différence de prix au détriment du service acheteur, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier puisse émettre de réclamation.

ARTICLE 24 - REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Nantes est seul compétent en cas de litige.

24.1. Règlement amiable des litiges

En cas de différend, un règlement amiable entre le Crous de Nantes Pays de la Loire et le titulaire doit être recherché en priorité.

Si un dialogue entre les parties ne peut être établi et conformément à l'article L3137-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire solliciteront l'avis et les recommandations du Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des Litiges à Nantes ou la médiation régionale des entreprises (DIRECCTE).

24.2. Juridiction compétente

A défaut de solution amiable, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

Tribunal administratif de Nantes

6, allée de l'île Gloriette

BP24111 44041 Nantes Cedex 1

Téléphone : +33 2 40 99 46 00, télécopie : +33 2 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr.

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

- Article 8 - Pièces constitutives du marché
- Article 26 - Pénalités et réfections